

RUSSIE, UKRAINE: LES ENFANTS PENDANT LA GUERRE ...

La guerre est une horreur absolue et elle génère des règles internationales absurdes, d'autant qu'elle touche systématiquement les civils: il ne faudrait pas attaquer les infrastructures essentielles pour les enfants, hôpitaux, écoles et bâtiments abritant des civils. Mais qui s'en préoccupe? L'aide humanitaire n'est même pas épargnée quand elle livre des fournitures médicales, de l'eau potable, des articles d'hygiène: l'accès humanitaire est entravé. En ce qui concerne l'Ukraine, s'ajoutent les déportations: dès octobre 2022, au moins un million d'Ukrainiens auraient été déportés vers la Russie et les territoires occupés d'Ukraine, parmi eux, des milliers d'enfants. Guerre d'extermination menée par la Russie contre l'Ukraine, massacres délibérés de civils, tortures, viols: la déportation des enfants ukrainiens et leur adoption par les Russes est un crime de génocide selon la Convention de 1948.

La moitié des enfants écartée des combats

Dans le premier mois de guerre, l'Unicef indiquait que plus de la moitié des enfants en Ukraine avaient quitté leur foyer pour fuir l'insécurité et les combats déclenchés le 24 février 2022, par l'invasion de l'armée russe. Ainsi, le déplacement des 4,3 millions d'enfants concernait un passage de frontière pour 1,8 million d'entre eux vers des pays voisins et 2,5 millions étaient déplacés à l'intérieur de l'Ukraine. Ce déplacement à grande échelle, l'un des plus rapides depuis la *Seconde Guerre mondiale*, pourrait avoir des conséquences durables pour les générations à venir. En effet, la violence ininterrompue de la guerre, les bombardements, les infrastructures et services de bases inaccessibles ou dévastés, telle l'eau potable, les denrées alimentaires, l'électricité, l'école, bouleversent profondément la sécurité et le bien-être de tous les enfants, comme des adultes.

L'U.N.I.C.E.F. appelait, alors, à un soutien alimentaire, dans un premier temps pour les enfants âgés jusqu'à 6 ans qui étaient restés. Les épidémies étaient craintes du fait d'une réduction des vaccinations infantiles (rougeole, poliomyélite), d'autant plus que les lieux de refuge se caractérisent par une forte promiscuité et sont très peu aérés. Et puis, peu à peu, le nombre d'enfants tués était compté parmi l'ensemble des victimes.

Des milliers d'enfants déportés vers la Russie

Dès mars 2022, l'O.N.U. attirait l'attention sur le risque d'adoption forcée d'enfants ukrainiens, en particulier les quelque 91.000 vivant dans des pensionnats au début du conflit, pour la plupart dans les régions de l'est du pays en guerre depuis 2014. Des milliers d'enfants avaient été retrouvés dans les sous-sols de villes dévastées par la guerre, comme Marioupol, et dans des orphelinats des territoires séparatistes du Donbass. Beaucoup d'entre eux seraient aujourd'hui élevés dans des familles en Russie. Moscou confirmait alors officiellement que plus de 300.000 enfants auraient été «*évacués*» hors des zones de conflit, et présentait ces déplacements comme une opération humanitaire. Un programme d'aide financière sans précédent a été créé pour les familles adoptantes. Pour l'O.N.U., il s'agit de déportations massives d'enfants ukrainiens vers la Russie, proposés ensuite à l'adoption à des familles russes: un moyen de détruire l'avenir de la nation ukrainienne. En organisant l'adoption des enfants ukrainiens pour les élever comme des russes, Moscou vise la russification de ces enfants, tout en trouvant une solution, parmi d'autres, pour enrayer la baisse de la natalité: la Russie vit une grave crise démographique depuis plusieurs décennies, le taux de natalité a brutalement chuté de 6,2% au cours de l'année 2022. En outre, un certain nombre, les adolescents, serait enrôlé dans des forces armées afin de les former à la guerre, afin d'aider à renouveler le contingent russe.

En juin 2022, s'exprimant devant le *Conseil des droits de l'Homme*, lors de la 50^{ème} session à Genève, Michelle Bachelet, *Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme*, annonçait que ses services «*se penchaient sur les accusations de déportations forcées d'enfants de l'Ukraine vers la Fédération de Russie*». La Russie

n'a pas ratifié la *Convention de La Haye* de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, seul cadre légal transnational permettant les procédures d'adoption internationale.

Un crime contre l'humanité

En février 2023, soit un an après la déclaration de guerre, le gouvernement ukrainien et plusieurs O.N.G. accusent les forces russes d'avoir enlevé et emmené dans les territoires contrôlés par Moscou des milliers d'enfants, dont des orphelins. Quelque 16.000 enfants auraient déjà été déportés. Une enquête de l'université américaine *Yale* confirme l'existence d'un système planifié par l'État russe, séparant des mineurs de leurs parents. Cette déportation a débuté quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine par Moscou. Des milliers d'enfants ukrainiens ont ainsi été enlevés par la Russie avant d'être placés en camps de rééducation. Selon l'*Observatoire des conflits*, dans un rapport publié le 14 février 2023, un réseau d'au moins quarante-trois camps fermés a été mis en place: plus de 6.000 mineurs ukrainiens y vivent depuis des semaines, voire des mois, coupés de leurs parents et subissent des programmes d'endoctrinement prorusses. Ces enfants sont disséminés à travers tout le territoire de la *Fédération de Russie*, jusqu'en Extrême-Orient. Le Programme systématique de la Russie pour la rééducation et l'adoption des enfants ukrainiens établit «*l'échelle, la chaîne de commandement, la complexité logistique et soigneusement orchestrée*», selon Nathaniel Raymond, directeur exécutif du *Humanitarian Research Lab de Yale*: «*Vladimir Poutine a en effet signé des décrets, simplifiant l'obtention de la nationalité russe pour les ukrainiens, y compris pour les enfants, facilitant ainsi leur adoption*».

Des O.N.G., comme *Save Ukraine*, sont mobilisées pour rapatrier les enfants des zones occupées et de Russie. Le pouvoir russe, lui, réfute toute accusation de déportation et nie avoir connaissance d'enfants séparés de leurs parents. Or, la déportation est considérée par le droit international comme crime de guerre et crime contre l'humanité. C'est pourquoi le gouvernement ukrainien demande la création d'un tribunal spécial, pour juger ces déportations d'enfants, pendant que la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, approuve une telle juridiction. Une autre O.N.G., *Trial*, qui œuvre à traquer les crimes de guerre depuis plus de 20 ans, parle même de génocide: tous ces crimes de guerre devront être jugés. La convention de l'O.N.U. contre le génocide ne prévoit-elle pas que le transfert forcé d'enfants peut constituer un acte de génocide s'il y a intention de vouloir détruire le groupe national d'origine des enfants?

Rappelons que le gouvernement russe a modifié la législation: le 25 mai et le 11 juillet 2022, Vladimir Poutine a en effet signé des décrets, simplifiant l'obtention de la nationalité russe pour les Ukrainiens, y compris pour les enfants, facilitant ainsi leur adoption. Mais comment s'assurer qu'il s'agit d'enfants orphelins quand Moscou refuse de donner quelque renseignement que ce soit? De toute façon que ce soit des orphelins ou pas, au niveau international, l'adoption ne devrait jamais avoir lieu pendant ou immédiatement après une situation d'urgence humanitaire et tout déplacement doit être volontaire. La convention de Genève établit des directives juridiques spécifiques au traitement des enfants séparés de leurs proches lors d'un conflit. Les membres de la famille doivent pouvoir communiquer entre eux, les enfants séparés doivent être identifiés, et leur évacuation temporaire doit se faire vers un État neutre, avec le consentement de leurs parents. Par ailleurs, Moscou a toujours refusé d'ouvrir des couloirs humanitaires vers l'ouest de l'Ukraine quand elle en ouvrait vers la Russie. Or, si orphelins ukrainiens il y avait, il aurait été possible de les orienter vers un refuge dans une région d'Ukraine, pour peu qu'un couloir humanitaire soit ouvert.

Les objectifs du Kremlin du pouvoir russe sont explicites depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes: ce n'est pas une guerre. Le peuple ukrainien et le peuple russe sont frères. Il s'agit de nier et de supprimer l'identité, l'histoire et la culture de l'Ukraine, en commençant par l'éducation forcée des enfants. Maudite soit la guerre!

Hélène HERNANDEZ.
